

Le Conseil doit se ressaisir : l'euro a absolument besoin d'un budget de stabilité pour protéger les gens dans la prochaine crise

Mardi 11 décembre 2018

Intervention dans le débat sur les résultats de l'Eurogroupe et la préparation du sommet de la zone euro Pervenche Berès (S&D).

Madame la Présidente, si ce Parlement européen évoque le prochain sommet de la zone euro, il s'agit bien d'évoquer aussi la question de la démocratie. Or, je regrette que, pour préparer ce sommet, ni le président Tusk, ni le président Centeno n'aient pu participer à nos travaux. Je pense que c'est un mauvais signe. D'autant plus que, lorsque l'on regarde l'évolution des accords qui sont passés sur le rôle futur du mécanisme européen de stabilité, au détriment du pouvoir d'initiative et de contrôle budgétaire de la Commission, il y a, me semble-t-il, des éléments qui doivent être expliqués à ce Parlement.

Ce sommet de la zone euro, qui est la dernière chance, au cours de ce mandat, d'avancer dans la direction nécessaire d'un budget de la zone euro, ne s'annonce pas bien. La proposition de la Commission, qui était une proposition timide mais qui était un embryon de budget de la zone euro, est purement et simplement ignorée par l'Eurogroupe, qui se contente, a minima, d'une proposition franco-allemande revue à la baisse, entre le mois de juin et le mois de novembre, qui progresse dans la seule direction qui intéresse un certain nombre d'États membres, mais certainement pas ceux qui, dans ce Parlement, plaident pour un véritable budget de la zone euro.

De quoi s'agit-il? Entre compétitivité, convergence et stabilité, on privilégie la compétitivité, qui n'est pas un sujet spécifique à la zone euro. La convergence n'est pas une vraie convergence, dès lors qu'elle ne parle pas de la question des surplus ou des déficits mais sert uniquement en réalité de cache-sexe à des réformes structurelles. Quant à la fonction de stabilité, qui est unanimement ou quasi unanimement – et manifestement pas au sein de l'Eurogroupe – reconnue comme la fonction manquante au budget de la zone euro, elle est purement et simplement ignorée.

Or, chacun nous avait dit: il faut d'abord réduire les risques, et puis on partagera les risques. Ce Parlement européen, à l'arraché, nuit et jour, a négocié un paquet bancaire qui est aujourd'hui ficelé. Il a obtenu un accord sur la réduction des prêts non performants, et la réduction des risques est là, mais le partage des risques s'évapore. Cela est dangereux, cela n'est pas soutenable. Nous lançons un dernier cri: Messieurs et Madame les chefs d'État et de gouvernement, ressaisissez-vous, la zone euro, l'euro a besoin d'un budget de stabilité pour protéger les gens dans la prochaine crise.